

LR plaide pour un maintien du budget de la Pac

© 23/02/2019 |  Terre-net Média

Le trio menant la liste LR pour les européennes plaide pour un maintien du budget de la politique agricole commune (Pac) et estime que le scrutin du 26 mai aura « un impact déterminant » sur sa réforme, dans une tribune publiée samedi.

« **P**our **permettre à nos agriculteurs de survivre** et de faire rayonner encore longtemps les savoir-faire qu'ils représentent, nous exigeons **un maintien du budget de la Pac** », écrivent François-Xavier Bellamy, Agnès Evren et Arnaud Danjean, dans cette tribune publiée dans le *Journal du dimanche* (JDD) à l'occasion de l'ouverture du **salon de l'agriculture**.

Critiquée pour sa complexité, cette politique historique de l'UE, est **sous pression de coupes budgétaires** annoncées dans le prochain budget pluriannuel de l'Union (2021-2027).

La France a redit en janvier qu'elle défendrait le maintien du budget « au niveau actuel », en euros constants et Emmanuel Macron a appelé samedi à l'ouverture du salon, à « réinventer » la Pac afin d'**assurer la « souveraineté alimentaire, environnementale et industrielle » du continent européen**.

Selon les responsables LR, avec le Brexit et « l'émergence de nouvelles priorités » (sécurité, migration et défense), la Commission européenne propose « de diminuer le budget alloué à la Pac de 15 % » pour 2021-2027, « soit un manque à gagner de près de 7 milliards d'euros pour les agriculteurs français ». « Ce serait en moyenne 20 000 euros de moins pour chaque exploitation », affirment-ils, attribuant cette baisse aux « tergiversations du gouvernement français, qui pendant des mois a refusé de jouer son rôle de premier défenseur de la Pac ».

« La Pac doit demeurer l'un des piliers stratégiques pour **préserver notre modèle agricole** et préparer l'avenir de notre continent. Toute autre option serait une folie », ajoutent-t-ils. Outre le maintien du budget, ils demandent « un maintien des droits de douane » et « de la préférence européenne qui expriment notre exigence de sécurité alimentaire et de responsabilité écologique ; et une vigilance absolue sur toute future négociation d'accords de libre-échange ». Pour les responsables LR, il n'y a « pas de fatalité » à la dégradation de la Pac, dont ils veulent porter « une réforme ambitieuse ».

À lire également : [Inauguration du Sia - Après les Egalim, Macron fait de l'Europe et de la Pac ses priorités agricoles](#)